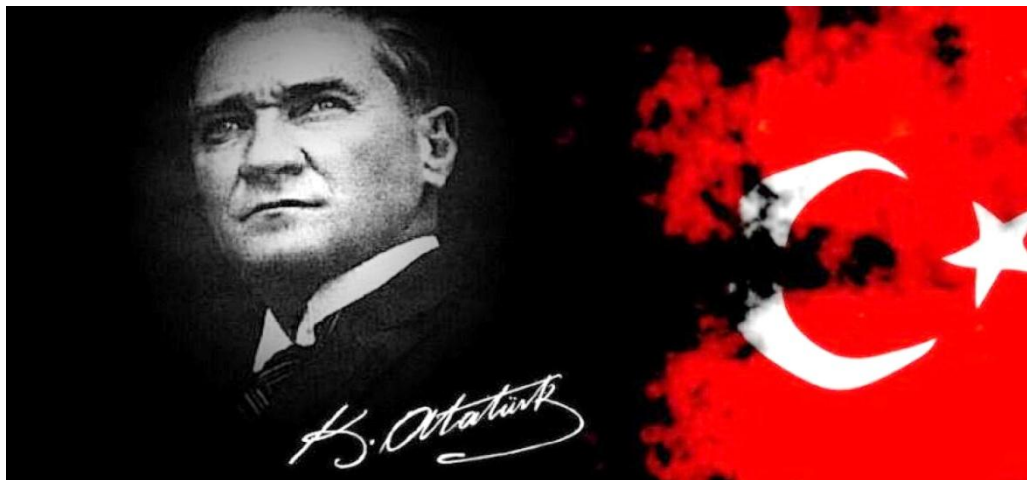


Le guide du routard en géopolitique, de l'Empire ottoman à la Turquie

Publié le [8 juin 2017](#) par [zevengueur](#)



Depuis des décennies, le Moyen-Orient est déchiré par des guerres incessantes. Du point de vue géopolitique, cette région est hautement stratégique de part sa richesse en matières premières fossiles. C'est la raison pour laquelle elle est martyrisée par l'occident avec comme chef de file les États-Unis d'Amérique. Ces derniers veulent en effet contrôler les zones riches en hydrocarbure ainsi que leurs voies d'acheminement.

Plusieurs conflits sont actuellement en cours dans cette région, en particulier en Irak, au Yémen et surtout en Syrie.

Les protagonistes de ces conflits entrent dans trois catégories [1] :

- l'occident contre la Russie
- les Musulmans Sunnites contre les Chiites
- les islamistes contre les « mécréants »

Pour obtenir une vision d'ensemble de la situation, il faut analyser l'histoire chaque pays de la région.

Cet article va donc évoquer l'histoire de l'Empire ottoman qui donna naissance à la Turquie moderne.

Cet empire fut fondé par un clan [turcique oghouse](#) en Anatolie occidentale.

En plusieurs siècles d'existence, il s'est étendu sur trois continents avant de s'effondrer par paliers puis de se disloquer définitivement à l'issue de la première guerre mondiale.

Cette phase finale a débouché sur la reconnaissance internationale de la Turquie dans ses frontières actuelles.

A. DE L'EMPIRE OTTOMAN A LA TURQUIE, GRANDEUR ET DÉCADENCE

La Turquie est un pays d'importance primordiale au Moyen Orient. Elle est en effet située au carrefour de trois civilisations :

- l'Occident
- le « monde Arabo-musulman »
- l'Asie

Cette nation est donc issue de l'[Empire ottoman](#) fondé en 1299, ce dernier a survécu jusqu'en 1922, soit plus de 600 ans !

[Du 14e au 16e siècle] – Période d’expansion et apogée de l’Empire ottoman

Dans les grandes lignes, cet empire fondé par le [sultan Osman 1er](#) a connu une période d’expansion durant ses trois premiers siècles d’existence en commençant par l’invasion progressive de l’empire chrétien byzantin d’Europe [2].



Le sultan Osman 1er

En effet, le 14e siècle vit l’expansion de l’empire vers l’est avec la conquête de l’[Anatolie](#), de la Thrace puis de la Bulgarie et de la Serbie.

La célèbre [prise de Constantinople](#) en 1453 fut l’un des points d’orgue des conquêtes de l’Empire. Elle solda la disparition de l’Empire byzantin d’orient, rescapé de l’Empire romain. De plus cette victoire symbolisa à l’époque la supériorité de l’Islam sur la Chrétienté d’orient.

La ville fut renommée Istanbul et devint la capitale de l’Empire ottoman.

Au XVe siècle, l’Empire acheva la conquête des Balkans puis s’empara de la Crimée, de la Syrie, de la Palestine, d’une partie de l’Égypte ainsi que de La Mecque et Médine, capitales religieuses musulmanes.



Soliman le magnifique

Dans la première moitié du XVIe siècle sous le règne de [Soliman le magnifique](#) jusqu’à celui de son petit fils, l’empire connut son apogée, ce dernier ajouta de nouveaux territoires à l’ensemble :

- Rhodes, Belgrade, une partie de la Hongrie
- Algérie, Tunisie et Libye.

En 1683, l’empire s’étendait alors sur trois continents.



L’Empire ottoman à son apogée

Le système de pouvoir qui maintenait la cohésion de l'ensemble était basé sur une théocratie d'obédience musulmane.

Répartition des pouvoirs dans l'Empire ottoman

Le territoire ottoman est appelé un Califat dont le souverain, le Calife, est le successeur de Mahomet (prophète de l'Islam), il représente l'autorité spirituelle ou religieuse.

A la suite de luttes pour le pouvoir, certains dirigeants prirent le titre de Sultan afin d'éviter de disputer la place symbolique du Calife qui est alors devenu un titre honorifique.

Dans le cadre de l'organisation des pouvoirs, l'exécutif est porté par le Grand Vizir qui est subordonné au pouvoir religieux.



Alliance franco-ottomane, les débuts de la géopolitique

Après plusieurs années de contacts diplomatiques, la France de François 1er signe un premier accord d'alliance dit des « [capitulations](#) » avec Soliman Le magnifique en 1528.

Cet accord fut historiquement l'une des premières alliances géostratégiques dite « de revers » entre deux puissances de religions rivales.

La France de François 1er était en guerre avec le puissant empire germanique de [Charles Quint](#) et l'alliance ottomane permit d'ouvrir un second front sur le flanc est du territoire de ce dernier.

L'[alliance franco-ottomane](#) dura plus de 250 ans et permit de nombreux échanges et liens culturels entre les deux puissances, ces [relations se sont poursuivies](#) après la création de la République turque.

[17e et 18e siècle] – Le commencement de la fin

La fin du XVIe siècle vit les premières défaites de l'empire face aux Chrétiens en Moldavie, Hongrie et surtout à la célèbre bataille navale de [Lépante](#) en 1571 qui, même si elle n'eut qu'une faible valeur militaire, symbolisa la fin de l'apparente invincibilité du califat musulman.

Au début du XVIIe siècle, l'empire commença alors son lent déclin [3] illustré par le début des pertes territoriales au profit des puissances rivales :

- pays occidentaux (France, Angleterre, Prusse, Italie...)
- empire Russe en construction

Les causes de ce déclin furent d'abord liées à des problèmes internes tels que :

- querelles de succession
- difficultés économiques
- incapacité à réformer
- corruption de l'administration
- révolte des Janissaires (forces armées constituées de jeunes chrétiens endoctrinés)

Cependant, le déclin de l'empire fut également lié aux progrès de l'occident dans le domaine de la technologie ainsi qu'à des innovations tactiques sur le champ de bataille.

Durant cette période, la reconquête par les Chrétiens des territoires perdus à l'ouest commença alors par la [défaite de Vienne](#) en 1683 (date du retournement de tendance), suivie par la reprise de plusieurs régions (Hongrie en 1699,...) ratifiée par le [traité de Karlowitz](#) puis par celui de [Passarowitz en 1718](#).

La situation se renverse également à l'est avec les Perses Chiites (Iran) qui reprennent plusieurs provinces et avec la [guerre perdue contre la Russie entre 1768-1774](#) (traité de [Küçük Kaynarca](#)).

En effet, tout au long du 18e siècle, la Russie poursuit la formation de son propre empire avec la volonté d'accéder aux mers chaudes, il fallait donc s'emparer des terres ottomanes.

C'est en 1792 que [Catherine II](#) de Russie officialise le rattachement de la Crimée à la Russie avec le [traité d'Iasi](#).

[19e siècle] – Des alliances hasardeuses pour ralentir le déclin et la « question d'Orient »

Au milieu du 19e siècle, les puissances rivales à l'empire prirent conscience de la fin inéluctable de ce dernier, en particulier le [Tsar Russe Nicolas 1er](#) qualifia l'Empire ottoman « d'homme malade de l'Europe ».

Ces puissances initièrent alors la problématique de son futur partage sous la terminologie de la « [Question d'Orient](#) ».

De 1813 à 1829, la [Russie s'empare de l'Arménie Perse](#) créant alors une frontière avec l'Empire ottoman.

Afin de contrer l'avancée de la Russie, les ottomans s'allièrent avec la France et le Royaume Unis.

La France était un choix naturel car déjà alliée de longue date avec l'empire ottoman depuis les accords signés en 1528 entre François 1er et le sultan Soliman le magnifique.

La guerre de Crimée

Cette alliance déboucha sur la [guerre de Crimée en 1853](#), où les Russes furent stoppés par la coalition occidental-ottomane.

Toutefois, le coût de cette alliance s'avéra particulièrement élevé avec la perte de plusieurs pays du giron ottoman au profit des « alliés » occidentaux. En effet, [l'Algérie fut envahie par la France en 1830](#), puis ce fut le tour de la [Tunisie en 1881](#).

En 1878 au nord, de nombreuses régions furent à nouveau perdues par l'empire et de nouveaux traités ([San Stefano](#) et [Berlin](#)) avalisèrent cette redistribution au profit des empires occidentaux et Russes.

Au sud, l'Angleterre prit le contrôle de [l'Égypte en 1882](#) et en [1911 l'Italie débarqua en Tripolitaine](#) bientôt rebaptisée « Libye ».

Durant toute cette période, les populations longtemps administrées par l'Empire ottoman changent de mains et ressentent un profond traumatisme devant l'impérialisme occidental. Ce sentiment perdure encore à notre époque et contribue au ressentiment des populations musulmanes envers l'occident qui poursuit cette politique sous d'autres formes (soft power, guerres par proxies, etc).

Le lycée Franco-Turc de Galatasaray

En 1868, dans le cadre des bonnes relations séculaires avec la France et d'une volonté d'occidentalisation de l'Empire, le [sultan Abdülaziz](#) décida la mise en place d'une école où l'on enseignerait des programmes occidentaux à destination des cadres de la nation.

Le [lycée impérial de Galatasaray](#) à Constantinople devint donc un haut lieu de l'enseignement occidental à la française où se côtoyaient des élèves de toutes obédiences religieuses.

Cette influence culturelle allait se traduire par l'apparition d'une élite inspirée par la France ayant conduit au mouvement « Jeunes Turcs ».

[Début du 20e siècle] – Du mouvement « Jeunes Turcs » au génocide Arménien

Le mouvement progressiste d'inspiration occidentale « Jeunes Turcs » est né à la fin du 19e siècle.

Ce dernier s'est développé en réaction aux échecs du sultan [Abdülhamid II](#) incapable de réformer l'empire en déliquescence.

En 1908, ce mouvement débouche sur une [révolution](#) qui met en place une monarchie constitutionnelle et démet le sultan au profit de son frère [Mehmed V](#) qui sera privé de pouvoir réel.

Influencés par l'histoire de la révolution française, les jeunes Turcs reprennent à leur compte le slogan « liberté, égalité, fraternité ».

Dans un premier temps, le mouvement demeura secret et incluait toutes les composantes de l'empire : musulmans, Kurdes, chrétiens, turcophones, etc...

Dans l'empire ottoman, les non musulmans étaient considérés comme des citoyens de seconde zone. A l'issue de la révolution de 1908, des promesses sur l'égalité furent faites à ces derniers, mais elles ne furent jamais tenues.

En parallèle, les conquêtes territoriales occidentales se poursuivaient avec pour conséquence l'expulsion de nombreux habitants turcophones qui durent se réinstaller au cœur de l'empire. Ces derniers ressentirent alors une haine farouche des chrétiens qui les avaient chassés de leurs terres natales.

Le cas Arménien et le génocide éponyme

A la fin du 19e siècle, l'Arménie était alors coupée en deux avec une partie occidentale sous domination ottomane et une partie orientale sous domination Russe.

Les turcophones eurent alors plusieurs raisons majeures pour déclencher une répression féroce auprès des Arméniens :

- 1) Amalgame entre les chrétiens d'occident et ceux d'Arménie lié aux avancées militaires occidentalo-chrétiennes sur le territoire Ottoman.
- 2) Développement de vellétés d'indépendance de l'Arménie occidentale après des siècles de domination Ottomane.
- 3) Éviter tout rapprochement des Arméniens de l'empire avec ceux d'orient qui combattent pour la Russie.
- 4) Purification religieuse et ethnique.

La répression débuta alors en 1896 par un premier massacre organisé par le sultan [Abdülhamid II](#) où 2 à 300 000 Arméniens furent exterminés.

Le mouvement jeunes Turcs avec à sa tête les fameux « [trois pachas](#) », devenus les derniers dirigeants de facto de l'empire allaient poursuivre cette répression d'une manière drastique.



Talaat, Enver et Djemal Pacha, les « Trois Pachas », ont ordonné le génocide.

En effet, ces derniers très inexpérimentés avaient subi de lourdes défaites, tant militaires que politiques. Citons la [révolte arabe](#) qui conduisit à l'indépendance de l'Égypte, bien aidée il est vrai par les anglais et le fameux [Lawrence d'Arabie](#). Il s'est agit d'une sorte de printemps arabe avant l'heure.

A partir de 1915, les raisons évoquées conduisent les dirigeants ottomans à la décision du [génocide arménien](#) préfigurant la future Shoah des nazis.

Les populations Arméniennes furent déportées dans des conditions inhumaines vers l'Irak et la Syrie dans des camps de concentrations puis exterminées.

On estime à environ 1,2 à 1,5 millions de personnes tuées, soit un total compris entre la moitié et les deux tiers de la population d'Arménie occidentale de l'époque.

A noter que la communauté internationale, parfaitement consciente du génocide laissa faire ce dernier sans réagir à l'exception de quelques actions isolées.

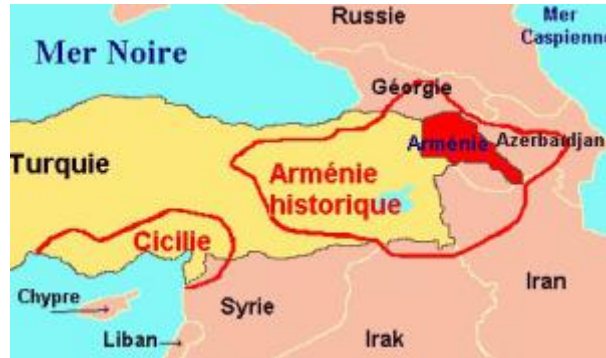
[Mehmet Talaat Pacha](#) est considéré comme le principal responsable du génocide.

Ce dernier se réfugiera plus tard en Allemagne où il sera assassiné par un agent arménien lors de l'[opération Némésis](#) dont l'objectif était l'exécution des principaux responsables du génocide [4].

Le rapprochement de ce génocide avec [celui des vendéens de 1793](#) décidé par le régime de Robespierre est à noter. Soljenitsyne s'est inspiré de ces exemples historiques lorsqu'il déclare dans son œuvre que les révolutions sombrent systématiquement dans des bains de sang.

Une Arménie presque indépendante

Après une courte période d'indépendance dans les années 20, l'Arménie se retrouva sous domination bolchevique puis soviétique. Son indépendance fut enfin obtenue en 1991 sur une petite partie de son territoire d'origine (en rouge ci-dessous).



Depuis lors, les relations avec la Turquie sont très tendues avec une frontière fermée entre les deux états. A noter que la [partie occidentale de l'Arménie](#) dont la population a subi le génocide est restée dans le giron de l'état Turc. Ces populations demandent légitimement à rejoindre la république Arménienne indépendante voisine.

[1918-1920] – Le dépeçage de l'empire et la résurgence Kémaliste

Les ottomans ayant fait le choix de s'allier avec l'Allemagne durant la première guerre mondiale, ils firent partie du camp des vaincus en 1918.

Le partage de ce qui restait de l'empire fut négocié par les alliés dès 1916 avec les accords secrets [Sykes Picot](#), puis par le traité de [Sèvres de 1920](#) accepté par le Sultan mais rejeté par le mouvement nationaliste kémaliste.

Mustafa Kemal « Atatürk » : le père des Turcs

[Mustapha Kemal](#) dit Atatürk est devenu le mythe de l'histoire turque post première guerre mondiale.

En effet, il acquit le statut de héros populaire à la [bataille des Dardanelles](#) (*) en 1915 qui fut, durant la guerre, une grande victoire turque contre les alliés occidentaux.

De formation militaire, il fut dans un premier temps proche du mouvement « jeunes Turcs » avant de s'en éloigner.



Mustafa Kemal Atatürk

(*) Les détroits stratégiques des Dardanelles et du Bosphore sont les endroits de passage obligés pour l'accès des navires entre la méditerranée et la mer Noire.

Après la défaite de l'Empire ottoman à l'issue de la première guerre mondiale, le sultanat était prêt à accepter une vassalisation occidentale.

A l'instar d'un Charles De Gaulle qui refusa la soumission de Vichy à une puissance étrangère, Mustafa Kemal se révolta contre cette politique et réussit à [construire un mouvement d'opposition](#) et de résistance nationaliste.

En septembre 1919, il jette les bases de la future république turque lors du congrès de [Sivas](#).

Le pays possédait alors deux gouvernements distincts et la situation tourna à la guerre civile.

En août 1920, l'erreur du sultan Mehmed VI fut alors de ratifier le [traité de Sèvres](#) contre l'avis de la grande majorité de la population. Cette dernière ainsi que l'armée prit alors fait et cause pour les nationalistes de Mustafa Kemal qui organisa un gouvernement de salut public.

Ce dernier devint donc le dirigeant de facto du pays.

Soutenu par les Soviétiques, il commence alors à repousser militairement les troupes d'occupation occidentales.

Les alliés n'ayant pas les moyens de poursuivre l'occupation de la Turquie, la Grèce se porta volontaire pour reprendre la guerre en Anatolie avec l'aide de l'Angleterre.

[1919-1922] – La guerre d'indépendance turque et l'éclatement de l'Empire

Après trois ans de [combats acharnés](#), l'armée turque emmenée par Kemal réussit à repousser les grecs.

Une Turquie indépendante

Les Français et les Italiens ayant constaté les succès des nationalistes se rapprochèrent avec opportunisme de ces derniers afin de contrer l'Angleterre soutenant la Grèce.

On voit qu'à l'époque, les européens étaient déjà divisés !

Les nationalistes iront ensuite jusqu'à une victoire totale sur l'armée d'occupation grecque.

Ces succès établirent alors un rapport de force politique favorable pour les Kémalistes qui dénoncèrent le traité de Sèvres incluant, rappelons le, l'indépendance du Kurdistan.

Mustafa Kemal fut donc le grand vainqueur de la guerre d'indépendance.

Outre la création de l'état turc sur l'Anatolie et la Thrace orientale, le reste de l'Empire ottoman fut alors partagé au profit des autres puissances.

Le moyen-orient en 1923 : des états indépendants et d'autres sous domination occidentale

A partir de 1923, les anciennes possessions ottomanes passent sous différents statuts.

1) Les pays colonisés ou sous tutelle

Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont intégrés à l'Empire français; la Syrie et le Liban passent sous mandat administratif de ce dernier.

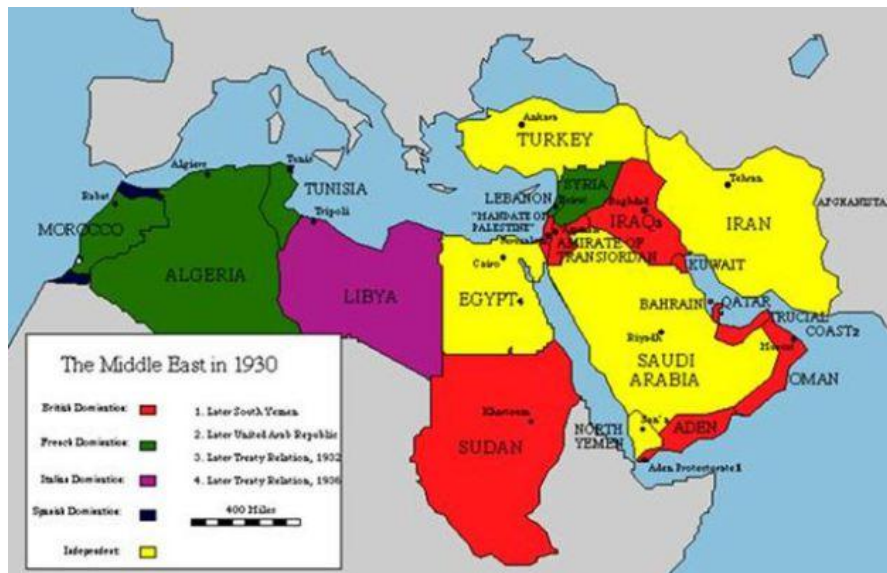
La Libye devient une colonie italienne.

La Grande Bretagne prend le contrôle de l'Irak, de la Palestine, du Soudan, du Yémen et de quelques autres états limitrophes.

La Russie prend le contrôle de l'Azerbaïdjan, de l'Ukraine et de la Géorgie.

2) Les pays indépendants

La Turquie, l'Iran, l'Égypte et l'Arabie Saoudite sont officiellement indépendants.



[1923] – Une date historique, la création de la république Turque

Le 29 octobre 1923, l'empire Ottoman disparaît définitivement au profit de la [fondation de la république laïque Turque](#) dont Mustapha Kemal devint le premier président.

Du traité de Sèvres à celui de Lausanne

Le [traité de Sèvres](#) ratifié par le pouvoir impérial en 1920 fut alors dénoncé par le [gouvernement provisoire](#) de Mustafa Kemal.

En 1923, après la proclamation de la République turque et l'abolition du sultanat, ce traité est donc remplacé par [celui de Lausanne](#).

Ce dernier redéfinit les frontières de l'état turc suivant les exigences de Mustafa Kemal.

Afin d'éviter tout conflit interne potentiel, il fut décidé une purification ethnique sans effusion de sang par déplacement massif de populations.

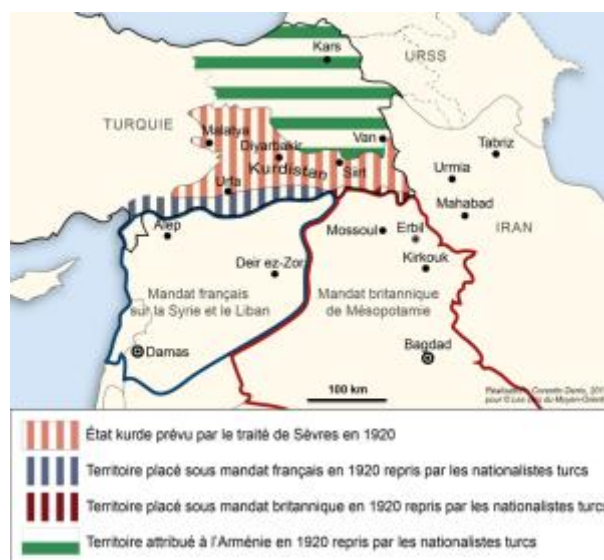
Deux millions de personnes environ furent déplacées entre la Grèce et la Turquie en fonction de leurs appartenances religieuses (1.6 Millions de Grecs ottomans contre 385 000 musulmans de Grèce).

La population Turque devint donc dans sa très grande majorité d'obédience musulmane sunnite.

Les Kurdes, grands perdants du traité de Lausanne

La minorité Kurde représentant environ 20% de la population de la Turquie fut la grande perdante du traité de Lausanne. En effet, contrairement au contenu du traité de Sèvres, il n'était plus question d'indépendance pour ces derniers. Le [Kurdistan](#) fut donc morcelé entre quatre états (Turquie, Syrie, Iran, Irak).

Cette situation induisit un conflit entre l'état Turc et les Kurdes d'Anatolie qui perdure encore aujourd'hui.



Le Kurdistan avait presque obtenu son indépendance dans les années 20

La République de Turquie

Un territoire Turc est donc finalement établi sur l'Anatolie et la Thrace orientale incluant les détroits d'accès à la mer Noire avec des frontières reconnues internationalement.



La Turquie depuis 1923

B. LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE AU 20^e SIÈCLE

La Turquie présente la particularité d'être le seul état du moyen orient subsistant du puissant [Empire ottoman](#) s'étant étendu entre le 14^e siècle et le 20^e siècle.

Ce pays est un cas particulier d'état musulman s'étant transformé en république laïque grâce à l'homme d'état exceptionnel que fut Mustafa Kémal.

Cette transformation ne s'est cependant pas effectuée sans difficultés car les forces islamistes n'ont eu de cesse de tenter de reprendre le pouvoir.

Paradoxalement c'est l'armée Turque qui durant tout le 20^{ième} siècle se porta garante de la République laïque. En effet, cette dernière fut à plusieurs reprises menacée par le retour de l'islamisme.

1923-1938 : la République Kémaliste

Durant sa présidence de l'état turc, Mustafa Kémal incorpora dans la constitution des réformes progressistes fondamentales selon le modèle de la révolution française.

La devise de Kemal inspirée du Jacobinisme était « une révolution à toute vapeur » !

La religion musulmane ayant été associée à la chute de l'empire, le rapport de force était alors en sa défaveur, l'Islam cessa donc en 1928 d'être la religion d'état et la polygamie est interdite.

Ancien symbole du califat, la ville de Constantinople est renommée Istanbul et la capitale est transférée à Ankara.

C'est ainsi que la [révolution kémaliste](#) introduisit pour la première fois dans un pays musulman la libération de la femme avec le droit à l'éducation et au vote.

Il transforma également le régime politique en république.

A l'instar de la sécularisation à marche forcée de la révolution française, Kemal en profita pour lancer un vaste mouvement de laïcisation de la société sur le modèle français et en 1937, la laïcité est inscrite dans la constitution.

Pour accompagner son mouvement, il créa en 1923 le [CHP](#) (*), parti politique kémaliste qui existe encore aujourd'hui.

Une tentative de multipartisme fut tentée en 1930, cette dernière fut un échec car l'opposition fut immédiatement noyautée par les islamistes.

(*) Parti républicain du peuple, de type républicain, social-démocrate et laïc, membre de l'Internationale socialiste

Cependant, la constitution turque oublia un point fondamental, à savoir la notion de multi-ethnie des populations du pays. Ce point sera lourd de conséquences pour le futur de l'histoire de la nation turque.

Quant aux responsables du gouvernement ottoman coupables du génocide arménien, ils furent poursuivis et condamnés par la justice turque.

Après 1939 : la Turquie post-Kémaliste

Après la disparition de Kemal, le pays poursuit dans la voie d'une république laïque.

Durant la seconde guerre mondiale, l'erreur précédente ne fut pas répétée et la Turquie choisit l'option de la neutralité dans le conflit.

La répression des minorités en particulier Kurdes ne cessa en revanche jamais.

Le [partage de Yalta](#) ne concerna pas particulièrement la Turquie du fait de sa neutralité dans le conflit précédent. Le pays finit cependant pas adhérer à l'[OTAN](#) en 1952.

Sous l'influence américaine du plan Marshall, l'économie se libéralise.

Après 1945, le pluralisme des partis politiques est à nouveau autorisé, les islamistes fondent le [Democrat Party](#).

L'armée Turque : garante de la république

Lorsque la république turque fut mise en danger, l'armée devint la garante des institutions mises en place par Mustafa Kémal, lui même issu des rangs de l'armée.

Lors des situations critiques, cette dernière effectua plusieurs [coups d'état](#) pour ensuite remettre le pouvoir à des autorités civiles.

D'une manière générale, la population turque rurale, qui représentait à l'époque environ 80% de cette dernière accorde une grande importance à la religion. Les mouvements islamistes n'ont eu de cesse d'instrumentaliser cette situation pour capter les bulletins de vote lors des échéances électorales du pays.

[1955-1997] Instabilité politique et coups d'états à répétition

Durant la seconde moitié du 20e siècle, la Turquie est victime de graves difficultés économiques et politiques.

Les islamistes, jamais bien loin, instrumentalisent ces difficultés pour tenter un retour au premier plan.

Avec leur bras armé politique le Democrat Party (DP), ils œuvrent durant plusieurs décennies pour reprendre le pouvoir afin de revenir sur la constitution pour un retour de l'Islam à la tête de l'état.

[1960] – Premier coup d'état militaire

Avec l'arrivée à échéance en 1955 du plan Marshall, la Turquie connaît une crise économique provoquant un grand mécontentement de la population.

Le premier ministre [Adnan Menderes](#), membre du DP, restreint alors drastiquement les libertés et tente le retour à un califat islamiste.

En 1960, le gouvernement est [renversé par l'armée](#), le premier ministre est pendu pour haute trahison.

Établissement du [MGK](#), conseil de sécurité nationale qui charge l'armée de veiller sur la constitution kémaliste.

Le pouvoir est rendu aux civils en 1961 et le général [Cemal Gürsel](#), responsable du coup d'état est élu 4e président de la République.



Le général Cemal Gürsel

En 1965, un nouveau parti islamiste est fondé sur les cendres du défunt DP : le « Parti de la Justice ». Grâce à l'électorat paysan, ce dernier reprend le pouvoir en 1965 avec la nomination du premier ministre [Süleyman Demirel](#).

Le pays subissant à nouveau une grave crise économique et sécuritaire, le gouvernement islamiste est incapable de redresser la situation.

[1971] – L'armée démet le gouvernement

En 1971, [sous la pression de l'état major](#), le gouvernement Demirel démissionne et les militaires prennent des mesures d'austérité afin d'assainir la situation.

Le retour des civils au pouvoir a lieu un an après.

Durant les années 70, une grande instabilité politique règne en Turquie avec pas moins de 11 gouvernements différents qui se succèdent en une dizaine d'années.

[1974] – Occupation militaire du nord de Chypre

En 1974, opération Attila, intervention militaire à Chypre contre les nationalistes Grecs. Le nord de l'île est occupé par l'armée turque induisant la chute du régime grec des colonels.

Cette occupation perdure aujourd'hui et les négociations pour [réunifier l'île](#) sont enlisées.

A la fin de la décennie 70, la situation politique turque est catastrophique avec un état de quasi guerre civile sur fond de crise économique toujours non résolue. En effet, des affrontements ont lieu entre les mouvements extrémistes de droite alliés aux islamistes et ceux de gauche socialiste alliés aux indépendantistes Kurdes.

Les violences sont nombreuses avec en point d'orgue le [massacre de Marash](#) en 1978.

[1980-1983] – Coup d'état militaire

Cette situation critique provoque en 1980 un nouveau [coup d'état militaire](#) avec à sa tête le général [Evren](#). Les conséquences de ce dernier furent de grande ampleur.

On vit donc l'interdiction des partis politiques, 250 000 personnes arrêtées, 50 exécutions, des milliers de turcs exilés.

Le gouvernement militaire fit alors une erreur en tentant de mixer la religion musulmane avec le nationalisme, affaiblissant les partis ne rentrant pas dans ce cadre.

Quinze années plus tard un monstre islamiste apparaîtra avec l'AKP.

En 1983, après avoir tenté de remettre en place un état fort, l'armée rend le pouvoir aux civils.

[Années 1980] – Révolte des Kurdes

Les particularités identitaires ayant été omises dans la constitution Kémaliste, les Kurdes en furent -à l'instar des Arméniens- les premières victimes, l'irréductibilité Kurde restera un problème non résolu.

Le [PKK](#), parti des travailleurs du Kurdistan fut fondé en 1978, ce parti milite pour l'indépendance du peuple Kurde.

A partir de 1984, une insurrection Kurde démarre et durant les années 80, une guérilla menée par le PKK contre l'autorité turque fait 42 000 morts.

En parallèle, on assiste à une montée de l'islamisme radical.

[1994] – Les islamistes remportent les élections municipales

En 1994, après la victoire des islamistes aux élections municipales, un certain [Recep Tayyip Erdoğan](#) devient le premier maire islamiste d'Istanbul.

[1997] – Le dernier coup d'état (non violent) de l'armée Kémaliste

Une fois de plus, les forces islamistes tentent de détruire la république laïque Kémaliste.

Les forces armées firent pression à travers un mémorandum afin de forcer le [gouvernement à la démission](#).

Le général [Cevik Bir](#), numéro 2 de l'état major déclara :

« Nous ne ferons aucune concession sur les principes d'[Atatürk](#), sur la démocratie et la laïcité »

« Nous ne permettrons jamais que nos femmes soient privées de leurs droits civils »
« Les forces armées turques sont le gardien de notre Constitution. »



Le général Çevik Bir

Le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdoğan fut condamné à 10 mois de prison pour « incitation à la haine et à l'hostilité religieuses » !

On voit donc que les décennies 70 à 90 furent très difficiles pour la république turque avec des gouvernements instables, incapables de résoudre les problèmes de la nation et noyautés par les islamistes. Malgré des violences notables, l'armée a cependant tenté de redresser la situation à plusieurs reprises.

[2001] Fondation de l'AKP, le parti d'Erdoğan proche des « Frères musulmans »

A sa sortie de prison, Erdoğan fonde en 2001 un parti politique islamiste l'[AKP](#), proche de la mouvance des « [Frères musulmans](#) », un mouvement anti-laïque violent fondé en 1928 en Égypte et principalement [financé par le Qatar](#).

Ce parti accède au pouvoir en Turquie peu de temps après.

La période qui s'ensuit vit la purge progressive des éléments Kémalistes de l'armée, le bâillonnement de l'opposition et la montée d'un régime totalitaire.

C. LA TURQUIE CONTEMPORAINE, LE RETOUR DE L'ISLAMISME

Quatrième armée de l'OTAN et donc alliée historique du bloc BAO (Bloc Américano Occidental), la Turquie est dirigée depuis 2003 par [Recep Tayyip Erdoğan](#).



Recep Tayyip Erdoğan, le nouveau « Sultan »

Recep Tayyip Erdoğan

Après la victoire de son parti l'AKP, Erdoğan fut d'abord nommé premier ministre avant de devenir le douzième président de la République en 2014. Il fut le premier président élu au suffrage universel. Erdoğan est un authentique islamiste nostalgique de l'ancienne puissance ottomane.

Plus inspiré par les succès ottomans du sultan Osman 1er que par ceux de Mustafa Kemal, il ne peut cependant afficher une hostilité ouverte vis à vis de ce dernier.

En effet, grand vainqueur de la guerre d'indépendance nationale, la mémoire de Kemal est à ce titre intouchable.

Ce dernier est un héros populaire et un mythe pour toute la population turque.

Le parcours politique d'Erdogan est un mélange d'habileté et d'opportunisme lui ayant permis de noyauter la République turque en éliminant progressivement toute opposition.

Ne connaissant que les rapports de force [5], ses multiples palinodies furent systématiquement liées à l'évolution de ces derniers.

Un peu avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la candidature de la Turquie fut acceptée pour son entrée dans l'Union Européenne.

[1999] – Candidature d'adhésion à l'UE

En 1999, l'UE accepte la candidature de la Turquie avec une liste de conditions à remplir pour son adhésion. L'une de ces dernières, appliquée en 2010, concerne la disparition du rôle politique de l'armée.

[2003] – Erdogan premier ministre

L'[AKP](#), « Parti de la Justice et du Développement » fondé en 2001 par Recep Tayyip Erdoğan est une nouvelle resucée du parti islamiste (Democrat Party, Parti de la justice).

L'AKP gagne les élections législatives en 2002 et Erdogan devient premier ministre en 2003.

Dès son arrivée au pouvoir, ce dernier applique une politique de répression de l'opposition, de muselage de la presse et de prosélytisme islamiste, politique à peine tempérée par les clauses d'adhésions à l'UE. Cette politique se [poursuit aujourd'hui](#) avec une UE qui regarde ailleurs.

L'impéritie de l'UE au service de l'islamisme

Dans la liste des conditions à respecter pour l'adhésion à l'UE, l'une d'entre elles exigea la suppression du rôle politique de l'armée.

Les technocrates notoirement incompetents de l'UE furent incapables de comprendre le rôle historique de l'armée Kémaliste. Cette dernière avait en effet été de tout temps la garante de la République contre le retour de l'islamisme.

Erdogan ne rata donc pas cette belle occasion servie sur un plateau par les naïfs d'en face pour affaiblir le rôle de l'armée turque et ainsi servir ses intérêts.

2013 – Les manifestations massives de l'opposition

En 2013, suite à la dérive autoritaire et réactionnaire du gouvernement, les groupes d'opposition au pouvoir organisent des [manifestations de masse](#) dans tout le pays et en particulier au [parc Gezi](#) à Istanbul.

Ces manifestations, parfois comparées à celles de mai, 68 furent alors réprimées dans la violence par le pouvoir.

Guerre civile avec les Kurdes

Depuis 1984, l'état de guerre civile avec la minorité Kurde (*) n'a jamais véritablement cessé. Erdogan, ennemi juré des Kurdes ne veut à aucun prix envisager une quelconque forme d'autonomie de ces derniers.

Le [HPG](#) créé en 2000, branche armée turque du [PKK](#), est donc en conflit ouvert avec l'armée.

Cette dernière profite alors de sa lutte « de façade » avec Daech pour bombarder à répétition les positions Kurdes au sud-ouest du pays.

(*) Une minorité qui représente tout de même 15 à 20 Millions de personnes sur une population de 80 Millions. Les Kurdes de Turquie représentent quand à eux environ 40% de la population Kurde totale répartie sur 4 états.

Politique étrangère de la Turquie

Au 21e siècle, la politique étrangère de la Turquie est inspirée par la nostalgie de son dirigeant pour la période ottomane.

Chaque occasion fut mise à profit pour tenter une reprise d'influence sur les anciens territoires de l'empire. Le conflit en Syrie, [manipulé dès le départ par Washington](#) [6] et ses subalternes de l'OTAN fournit alors une belle occasion à Erdogan pour faire progresser sa stratégie.

En effet, la coalition officieuse menée par Washington regroupe l'Arabie Saoudite (*), le Qatar et les pays européens soumis tels que la France et la Grande Bretagne.

(*) Rappelons la date historique de février 1945 avec la signature des [accords du Quincy](#) concernant un traité de protection du régime Saoud par les Américains contre la garantie de fourniture pétrolière.

Cette coalition officieuse à laquelle se sont joints les vassaux franco/anglais des américains s'est alors alliée aux fameux « rebelles » ou « islamistes modérés », oxymore inventé pour la circonstance par l'occident. Ces derniers sont en fait des jihadistes lourdement armés [et financés](#) par l'Arabie Saoudite ([Al-Nosra](#), branche syrienne d'Al-Qaida) et le Qatar ([Ahrar al-Cham](#) et Daech/EI, issus de la mouvance des frères musulmans).

Ces deux monarchies assurèrent à leurs affidés la fourniture d'armements lourds d'origines américaine, anglaise et française à un tel niveau de volume que l'armée régulière de l'état syrien fut dans un premier temps mise en péril.

La Turquie et la guerre en Syrie

Les véritables objectifs d'Erdogan dans le conflit syrien sont les suivants :

- éliminer l'ennemi laïque et nationaliste Bachar El Assad
- aider à la création d'un régime islamiste « frère » en Syrie
- contenir les Kurdes par la force

Ces objectifs sont masqués derrière une stratégie officielle de lutte contre l'État Islamique destinée aux naïves opinions publiques occidentales sous contrôle « Chomskyen » (*) de la volaille médiatique.

(*) Noam Chomsky a théorisé un modèle de propagande destiné à formater l'opinion publique suivant 5 axes manipulateurs [7].

Au début du conflit, il fut donc choisi d'enfourcher opportunément la coalition américaine dont l'objectif était l'[élimination du régime souverain syrien](#) [6].

Le régime Erdogan assura à ces armées jihadistes recrutées sur toute la planète des bases d'entraînement, des livraisons d'armes et autres achats de pétrole volé dans les champs pétroliers de Syrie et d'Irak.

Le conflit syrien, un jeu d'alliances complexes à géométrie variable

En Syrie, la branche du PKK Kurde se nomme le [PYD](#) et sa branche armée [YPG](#) fut créé en 2011 lors de l'invasion islamiste de l'état Syrien.

Erdogan profita de la confusion sur le terrain pour harceler militairement les Kurdes qui luttent quand à eux efficacement contre les jihadistes.

Cependant, les YPG sont soutenus par les américains, alliés des Turcs !

Dans ce conflit, les alliances se font et se défont au niveau local et régional en fonction des intérêts des uns des autres.

L'intervention Russe : un coup de tonnerre

Deux événements vinrent cependant contrecarrer les plans atlantistes pour la Syrie :

- 1) Contre toute attente, l'armée régulière syrienne avec l'aide de l'Iran et du [Hezbollah Libanais](#) résista 4 longues années aux assauts des terroristes islamistes.
- 2) A la demande de la Syrie, la Russie décide fin 2015 en toute légalité une intervention militaire directe.

Point fondamental jamais noté dans les médias, bien que membre de l'OTAN, la Turquie a toujours été en bons termes avec la Russie avec laquelle le pays possède d'importants intérêts économiques.

L'intervention russe fut une énorme surprise [5]. En effet, la Russie était considérée par l'occident comme entrée en déliquescence après les années Eltsine. Cependant, Vladimir Poutine réussit durant les années 2000 une remontée économique fulgurante et à moderniser l'armée pour en refaire un outil efficace.

Au bout de quelques mois, l'intervention de l'aviation russe aux coté de l'armée loyaliste Syrienne démontra sa terrible efficacité avec la reprise de larges portions de terrain.

En particulier, la [libération d'Alep](#) [8] fut une victoire décisive qui fit basculer l'issue du conflit et accéléra

la libération de l'ouest du pays.

Les objectifs de l'armée syrienne se tournent maintenant [du côté est](#) avec [la jonction réussie vers la frontière irakienne](#). Les barbus du sud sont encerclés et la route est libre pour atteindre l'Euphrate et en particulier pour libérer l'enclave de Deir Ezzor.

Les américains, fous de rage, ne savent plus quoi inventer pour stopper l'avancée des loyalistes.

A court d'imagination, ils ressortent une fois de plus la vieille antienne de la [préparation d'attaques chimiques](#) de la part de Bachar, qui sera encore assez crétin pour croire à pareille ineptie ?

Ces succès très rapides de la coalition syro-russe démontrèrent par ailleurs que la soit disant coalition occidentale prétendant lutter contre les terroristes en Syrie et en Irak n'était qu'un leurre au vu de la nullité des résultats obtenus après 4 années d'intervention.

Durant les quatre années du conflit Syrien, la politique de la Turquie a évolué en fonction des rapports de forces.

Plusieurs épisodes virent des virages à 180 degrés de la politique d'Erdogan.

On peut citer l'épisode du bombardier Russe SU24 abattu par la chasse Turque qui vit Poutine prendre des mesures de rétorsions très efficaces qui firent très rapidement plier le versatile Erdogan.

L'un des derniers épisodes de cette histoire est le putsch raté de 2016.

[2016] Le putsch raté d'une faction de l'armée

Pour certains observateurs, le comportement erratique et totalitaire d'Erdogan induisait une probabilité élevée pour une tentative de renversement de ce dernier.

C'est pourquoi la tentative de putsch en juillet 2016 ne fut pas une surprise pour tout le monde.

Cependant, cette dernière fut caractérisée par une grande maladresse sans rapport avec celles que l'armée Kemaliste avait réalisées dans le passé, Erdogan a rapidement repris la main.

Et donc, la véritable identité des initiateurs du putsch reste mystérieuse.

Erdogan a officiellement accusé son opposant numéro 1 [Fetullah Gullen](#) exilé aux USA.

Certains analystes penchent pour un [coup monté par Erdogan](#) lui même !

En effet, à la suite de ce coup d'état raté, le « sultan » déclara :

« Ce coup d'État est un cadeau de Dieu car il va nous permettre de nettoyer l'armée »

Et il put donc en toute impunité procéder à de nouvelles purges massives dans l'opposition et dans l'armée.

Citons pour terminer le référendum d'avril 2017, à travers lequel Erdogan visait à obtenir les pleins pouvoirs.

Malgré une [élection truquée](#), le oui ne l'a emporté que d'un peu plus de 51% et la Turquie est plus divisée que jamais.

Le parti kémaliste [CHP](#) reste le principal mouvement d'opposition à la politique totalitaire d'Erdogan.

D. CONCLUSION

Nous avons vu que l'histoire de l'empire Ottoman a donné naissance à la Turquie, le seul état musulman à s'être doté d'une république laïque après une révolution inspirée par celle de la France.

Après environ un siècle d'existence, cette république est bien mal en point avec le retour de l'islamisme à travers l'AKP dans un [contexte économique catastrophique](#).

Cet islamisme est incarné par le pouvoir de plus en plus totalitaire d'un seul homme qui [se prend pour un nouveau « sultan »](#) : Recep Tayyip Erdoğan, nostalgique de l'empire déchu.

Erdogan n'a en fait en face de lui qu'un seul opposant politique sérieux : Mustafa Kemal Atatürk !

(A noter que dans un silence médiatique assourdissant, l'AKP va jusqu'à [présenter des candidats](#) aux élections législatives françaises !)

Liens

[1] Interview de Richard Labévière sur Radio Algérie, vidéo [ici](#) (30 mn).

[2] Documentaire « La fin des Ottomans » – [Partie 1](#)

- [3] Documentaire « La fin des Ottomans » – [Partie 2](#)
- [4] La vengeance des Arméniens – vidéo [ici](#).
- [5] « Tout sur la Turquie et ses alliés d’hier et d’aujourd’hui » – Interview de [Caroline Galacteros](#) [ici](#).
- [6] [La géopolitique du moyen orient expliquée à...](#) – Sur ce site
- [7] « La fabrication du consentement » – 1988, Édition 2002 – Noam Chomsky
- [8] [La bataille d’Alep, dos au mur les américains jouent au Dr Folamour](#) – Sur ce site

Les meilleurs sites traitant de géopolitique

[Chroniques du grand jeu](#) – Observatus Geopoliticus (<http://www.chroniquesdugrandjeu.com/>)

[Bouger les lignes](#) – Blog de Caroline Galacteros (<http://galacteros.over-blog.com/>)

Article relayé ci-dessous

[Réseau International](#)

Agoravox [ici](#).

Adresse de cet article :

<https://zevengeur.wordpress.com/2017/06/08/le-guide-du-routard-en-geopolitique-de-lempire-ottoman-a-la-turquie/>